

Opinion : Prism ou la (nouvelle) carte chance pour l'Europe

Les révélations régulières de la presse, nourrie par le whistleblower **Edward Snowden**, sur les écoutes de la NSA instaurent peu à peu un nouveau climat des deux côtés de l'Atlantique. La participation active des fournisseurs de services et éditeurs américains, les efforts de la NSA pour rendre inopérants les systèmes de cryptage, sans oublier les récents détails [publiés par Der Spiegel](#) sur les capacités d'écoute des données d'utilisateurs de smartphones (iPhone, Android et Blackberry) ont jeté la suspicion sur la quasi-totalité des grands noms de l'industrie IT, tous américains. Et renvoyé l'Union européenne à ses errements.

Plus de trente ans après le lancement du PC, et alors que l'activité terminal de Nokia vient de passer sous pavillon américain, l'Union européenne ne dispose pas d'acteur de taille mondiale dans les plates-formes matérielles ou logicielles. Pas étonnant que les questions de sécurité des composants et des systèmes d'exploitation se posent à elle avec une telle acuité.

Cette semaine, dans son discours sur l'état de l'Union, **José Manuel Barroso**, le président de la Commission, a d'ailleurs souligné l'importance pour le continent de combiner stratégie de développement numérique et protection des données et de la vie privée. Une façon de renvoyer les industriels IT américains à leurs ambiguïtés. Dévoilé par **François Hollande**, le plan en faveur de La **Nouvelle France Industrielle** souligne, en filigrane, les enjeux véhiculé par le numérique en matière de souveraineté économique.

En attendant un encore hypothétique sursaut européen sur la question, le climat post-Prism crée une opportunité pour les industriels européens aujourd'hui marginalisés, les Siemens, Alcatel-Lucent, Bull et autre Thales. L'opportunité de revenir sur certains marchés, comme l'illustre la récente note de service transmise par le directeur de cabinet de **Jean-Marc Ayrault** à l'ensemble des membres de cabinet du gouvernement. Cette note, [publiée par nos confrères de l'Express](#), interdit l'usage de smartphones standards pour les communications sensibles, au profit de terminaux cryptés fournis par Thales. Autrement dit, le BYOD au gouvernement, c'est fini !

Un exemple qui pourrait bien inspirer de grandes entreprises françaises et européennes évoluant dans des secteurs sensibles. Et fournir l'occasion à des fournisseurs européens de combler une partie de leur retard technologique.

Voir aussi

[Silicon.fr étend son site dédié à l'emploi IT](#)

[Silicon.fr en direct sur les smartphones et tablettes](#)